Il faut relocaliser les productions agricoles

L'agriculture est l'un des trois piliers de notre économie, avec les services et l'industrie. Il n'y aura pas de prospérité sans agriculture forte. Or, la libéralisation de l'économie mondiale a conduit le secteur agricole dans l'une des pires crises de son histoire. L'Europe a cédé aux sirènes de l'ultralibéralisme, trahissant les objectifs du Traité de Rome et abandonnant la politique agricole commune à la dérégulation. Les axes politiques de la sortie de crise relèvent d'un affrontement idéologique qu'il faut mener pour endiguer la fuite des productions de nos territoires, la paupérisation des agriculteurs et la perte d'emplois.

Le Parti socialiste a placé l'idée de relocalisation des productions au centre d'une nouvelle politique agricole. Nous ne reviendrons pas au monde d'hier mais nous ne pouvons sans cesse regretter les délocalisations sans nous donner les moyens politiques et juridiques de les combattre et de reconquérir ce que nous avons perdu. L'objectif est de mettre en place de nouvelles régulations à l'échelle européenne et mondiale. Nourrir l'humanité n'est pas une activité comme les autres. Il s'agit même d'une mission fondamentale. C'est pourquoi il faut remettre à l'honneur la solidarité dans les politiques agricoles.

Première politique intégrée de l'Union européenne, la politique agricole commune a été fondée sur un esprit de solidarité entre les Européens. En 1957, l'impérieuse nécessité de la souveraineté alimentaire et la recherche de la paix en Europe avaient convaincu de l'évidence solidaire. Cet esprit est pourtant oublié par les dirigeants actuels de l'Union européenne qui sont guidés par une idéologie ultralibérale.

Dans ce contexte, les institutions européennes et les États membres ont abordé toute politique agricole sous le prisme du principe de la concurrence sans entrave, comme si les droits des travailleurs pouvaient être inférieurs à ceux des places boursières. Les autorités de la concurrence imposent le dogme, et l'on a même vu le Gouvernement français devancer l'appel en 2008, sans que personne ne lui demande rien sur la dérégulation du secteur laitier.

Si l'on ajoute à cela les orientations productivistes de la PAC, on comprend mieux ce qui a conduit à l'abandon de l'agriculture de proximité au profit de l'industrialisation de l'agriculture qui ne se soucie ni des hommes ni des territoires.
Les privilèges accordés à la seule production de masse sont allé même jusqu'à mettre en danger la qualité alimentaire.

Avec la relocalisation de l'agriculture, nous pouvons repenser les solidarités européennes perdues au profit de la lutte de tous contre tous. La relocalisation, c'est aussi repenser les équilibres mondiaux des échanges et mettre en avant le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes. Les pays du Sud ne se développeront pas sans une agriculture forte. La libéralisation des échanges des produits alimentaires a condamné les paysans au Sud et paupérise la majorité des agriculteurs au Nord. L'échec est aujourd'hui dramatique.

Sur les six milliards d'êtres humains, deux milliards cinq cents millions sont des paysans et près d'un milliard souffrent de malnutrition. Par exemple, autosuffisante sur le plan alimentaire en 1970, l'Afrique ne cesse de concentrer l'exode rural et l'extrême pauvreté dans les bidonvilles de ses mégapoles naissantes et est aujourd'hui totalement dépendante. Les pays riches y compris européens ont en quelque sorte recolonisé l'Afrique par la voie alimentaire.

Nous avons déversé des surplus de céréales, de poulets et de poudre de lait à des prix tellement bas qu'ils ont déstabilisé les productions locales. Tout cela en diminuant l'aide agricole aux pays les plus pauvres dont la part dans l'aide publique au développement est passée de 17 % en 1980 à 3,8 % en 2006. Désormais, les terres sont même achetées par des pays étrangers qui visent à assurer leur propre indépendance alimentaire sans se soucier des peuples. Or, la FAO estime que d'ici 2050, il nous faudra augmenter la production agricole de 70 % pour satisfaire une population de 9 milliards d'habitants.

Pour répondre à cet objectif, l'aide au développement agricole est une priorité dont l'objectif, pour les Pays du Sud, est d'atteindre l'autosuffisance.
Un milliard d'agriculteurs travaillent encore à la main. Ce n'est pas en exportant l'usage d'une technologie OGM, propriété de multinationales aux logiques de court terme que nous aiderons les pays du Sud à faire leur révolution agricole. Il est urgent de développer la coopération scientifique, technique et agronomique. Les agriculteurs locaux sauront en tirer profit si nous leur accordons la confiance et les moyens économiques, politiques et juridiques de travailler. Encourageons les potentiels existants !

Au-delà des enjeux du marché, la relocalisation permettrait un rééquilibrage des productions dans le monde. Comme le dit Jacques Diouf, directeur de la FAO, « il faut produire là où les gens ont faim ». La proximité de la production est un enjeu stratégique parce qu'elle est une condition de la souveraineté alimentaire des populations. À ce titre, il faut poser la question de la place l'agriculture à l'organisation mondiale du commerce.

Plus généralement, nous devons condamner la mise en concurrence des normes sociales et environnementales qui handicape les plus vertueux. Existe-t-il des nécessités économiques supérieures aux enjeux sociaux et écologiques ?
Pouvons-nous continuer la course au moins disant social pour conquérir les marchés mondiaux ? Nourrir l'Europe avec du mouton de Nouvelle-Zélande qui a parcouru 22 000 km, du boeuf d'Argentine, des pommes de Chine, des poires d'Afrique du Sud… n'a plus de sens

Pour tout cela, la relocalisation des agricultures est un moyen de préserver les emplois, les territoires et la diversité culturelle. La diversité des agricultures est une condition de la préservation de la typicité des produits locaux qu'il faut aider. Inutile de demander la reconnaissance internationale de la cuisine française, par exemple, si nous abandonnons l'économie agricole à la normalisation des logiques industrielles qui, au regard de quelques utopiques « buildings agricoles » imaginés par les architectes, nous conduirait au monde de Blade Runner. Le maintien du lien entre les agricultures et les territoires nous permettra de développer l'emploi avec des rémunérations enfin dignes si nous parvenons à reconstruire les mécanismes de solidarité dans le Monde.

Il nous faut construire un nouveau monde agricole qui réponde aux enjeux du XXIe siècle. Réinventer, mais en retrouvant l'esprit de solidarité au coeur de la notion de progrès social. Il y a une place pour toutes les agricultures.
Nous pouvons lutter contre la faim dans le monde et faire vivre tous les paysans en rompant avec les modèles qui nous amènent à la ruine. Donnons nous - en les moyens.

communiqué par le parti socialiste